

Editorial : le Burundi en danger

La Libre Belgique, 19 mai 2020 Les Burundais doivent élire ce mercredi leur Président, leurs députés nationaux et leurs dirigeants communaux. Ce jour pourrait cependant ouvrir une nouvelle période de violence. Dirigé depuis 2005 par Pierre Nkurunziza et son ex-guérilla hutue CNDD-FDD, le pays a en effet sombré dans la dictature complète depuis 2015, quand le pouvoir a été primé dans le sang des protestations pacifiques à l'encontre d'un coup d'État raté contre le président au pouvoir.

Gouverné par la terreur, imposé par la milice du CNDD-FDD, les Imbonerakure, le pays a cependant montré, durant la campagne électorale de quinze jours qui vient de se terminer, qu'il aspirait désespérément à un changement de régime en assistant massivement aux meetings de l'opposant Agathon Rwaswa et de son CNL, tandis que ceux du candidat officiel étaient de plus en plus délaissés. Le régime a cartonné les observateurs et sa commission électorale a montré une partialité; on s'attend donc à des fraudes massives, alors que la population est si désireuse d'une alternance au pouvoir qu'elle risque fort de ne pas accepter une éventuelle défaite de Rwaswa. Les deux rivaux pour la présidence étant issus de mouvements de guérilla et le régime n'hésitant pas à menacer ses adversaires, on doit craindre de graves violences. Celles-ci seraient facilitées par une nouvelle Constitution qui donne au futur Président plus de pouvoir, alors que l'on sait que le régime préfère tout pour sauvegarder sa mainmise sur les richesses qu'il a confisquées au détriment de la population. Tous les signaux sont au rouge au Burundi, où la vigilance est de mise. La communauté internationale doit tourner son attention vers ce pays à la fois petit et pauvre, même en pleine pandémie de coronavirus si elle ne veut pas risquer de voir se répéter une de ces tragédies après lesquelles elle redira, une fois de plus, «plus jamais ça».

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});